

Introduction au débat lors du Conseil Départemental le 23 Septembre 2009

Jean Lebon : secrétaire de la fédération

Situation sociale

La principale donnée de la situation sociale en cette rentrée est la confirmation du caractère extrêmement profond et durable de la crise capitaliste. Cette situation confirme nos analyses. C'est évidemment un constat important. L'analyse des causes et de la nature de cette crise, et donc le débat sur les solutions à mettre en œuvre, continue d'être l'objet d'une intense bataille idéologique.

Le gouvernement tente toujours d'exonérer le système de ses tares profondes et entretient en permanence le mythe d'une sortie de crise à portée de main. Christine Lagarde encore hier sur les ondes des radios nous assurait que la reprise était au rendez-vous. Dans le calvados les entreprises de l'automobile et les sous traitants sont toujours au ralenti et les salariés subissent encore des baisses de salaires importantes.

Nous devons éclairer sans relâche ces mensonges si nous voulons construire des rassemblements victorieux autour de véritables politiques de lutte anti-crise.

Non, la reprise n'est pas au rendez-vous, pas pour tout le monde. En matière d'emplois, tous les chiffres et toutes les prévisions sont alarmantes. Le nombre de chômeurs en France en un an soit une hausse de 22,5%.

Dans le calvados c'est + 21,1% en Juillet 09 demandeurs d'emploi. Pour les - de 25 ans + 31,1 %, + 48 % pour les jeunes hommes...

Les Chiffres ne tiennent pas compte de la rentrée sur le marché du travail.

Il faut bien mesurer ce que cachent ces chiffres très globaux en matière de taux de chômage dans les quartiers populaires ou parmi les jeunes qui arrivent sur le marché du travail.

En vérité, les seuls signes de reprises détectés c'est la bonne tenue des marchés boursiers et le renflouement des trésoreries des groupes du CAC 40, autrement dit la relance de l'enflure financière précisément à l'origine de la crise.

La politique gouvernementale aggrave tous les jours le mal, car ses seules boussoles restent en réalité la pression contre le travail et l'encouragement pour le capital, les profits et les rendements financiers.

Pressions contre le monde du travail avec le travail du dimanche ;

- contre les libertés syndicales
- contre les salaires avec le blocage du SMIC,
- contre les niveaux de protection sociale, avec par exemple L'augmentation du forfait hospitalier, le non remboursement de certains médicaments, l'attaque indécente contre les annuités pour enfants dans le calcul de la retraite des femmes, ;

- contre les services et l'emploi publics, avec en cette rentrée la dégradation planifiée de l'offre publique d'éducation ; suppression de postes d'enseignants ou d'éducateurs spécialisés, qui entraîne de facto la fermeture de classes et la réduction de l'accueil des enfants âgés de moins 3 ans ;

- contre l'investissement public à tous les niveaux, avec l'asphyxie des collectivités locales.

- Contre la démocratie : Le coup de ciseaux dans la carte de France prévu par le projet gouvernemental va mettre à mal l'organisation institutionnelle de nos territoires. Brice Hortefeux, a rendu public « un avant-projet de loi relatif aux collectivités territoriales ». Celui-ci conduirait, en l'état et à terme, à un véritable bouleversement de l'organisation institutionnelle de nos territoires remettant en cause ce qui fait l'originalité de notre pays,

Même s'il n'est pas indiqué, noir sur blanc, la fin des départements, ce qui demanderait une révision constitutionnelle, avec ce projet, c'est la mort programmée des départements et des communes.

La réforme des collectivités territoriales, qui dessine la France dans laquelle nous vivrons demain, permettra-t-elle de faire vivre la démocratie locale ? Avec ce projet on peut craindre le contraire... quoi qu'il en soit, là est l'enjeu.

Tout nous appelle à amplifier ce travail de propositions et de projets : l'ampleur de la crise capitaliste, l'urgence de réponses sociales, économiques, démocratiques, écologiques à cette crise, l'échec et la nocivité de la politique Sarkozy...

Faire émerger un projet politique de changement, c'est indissociablement faire grandir des majorités de luttes et d'idées sur des solutions alternatives à la crise capitaliste, et les constructions politiques capables de les porter jusqu'à leur mise en œuvre.

Je rappelle quelques rendez vous qui doivent attirer notre attention et sur lesquels nous devons porter tous nos efforts :

Le 29 Sept : Libertés syndicales manif devant EDF

Le 3 Octobre : la poste

Le 7 Octobre : manif emploi décent

Le 13 OCTOBRE VENTE DE MASSE DE LA NOUVELLE FORMULE DE L' HUAMNITE

Le 16 octobre Journée internationale pour le désarmement Nucléaire

Le 17 octobre, la manifestation nationale unitaire pour les droits des femmes...

Nous proposons également de relancer la bataille que nous avons engagée autour des projets de loi déposés le 28 mai dernier contre les licenciements, pour l'augmentation des salaires, de nouveaux droits et le contrôle public du secteur bancaire et financier.

Toutes ces propositions sont de pleine actualité.

Notons que le paysage social ne s'annonce pas aussi atone que le prédisaient certains.

En lien avec l'ensemble de ces terrains de lutte, ceux que je viens d'évoquer et d'autres encore, je pense aux questions de l'école, du fret ferroviaire des libertés et de la justice, il a été décidé de faire une campagne de mobilisation militante de tous les communistes autour de nos propositions.

Le conseil national a décidé d'organiser en octobre les premiers grands ateliers thématiques nationaux sur le projet, ouverts aux forces du mouvement social, dans lesquels toutes les forces de gauche et écologistes pourraient se confronter, et un point d'étape national de ce travail en novembre.

L'ambition est de réunir plusieurs milliers de personnes dans ce travail, en mobilisant outre les forces disponibles à gauche, la population, des syndicalistes, des responsables associatifs, désireux de faire émerger une offre politique, un projet politique alternatif.

Ces ateliers, préparés nationalement, seront organisés dans plusieurs grandes villes. Dans le Calvados Caen Lisieux Bayeux par exemple mais bien d'autres si nous le décidons ...

Les thèmes abordés: au choix

atelier : sur l'argent (pôle public bancaire, crédit, financement de la protection sociale et fiscalité) ;

atelier sur les services publics et le rôle de l'Etat ;

atelier sur le nouveau mode de développement, un sur croissance, emploi, industrie, écologie, sur les enjeux de Copenhague ;

atelier sur la démocratie, les institutions, et les droits nouveaux ;

atelier sur l'école et la formation.

J'en viens à la question qui taraude tout le monde : quelles ambitions pour les élections régionales ?

Les Verts se sont exprimés dans la presse tout comme Damien Cesselin pour le PS. A droite c'est un vrai feuilleton la tête de liste varie suivant les marées...

Si les déclarations des dirigeants du Parti sont un peu relayées par la presse nationale, la presse locale ne donne pas écho de nos discussions et propositions pour la région et elle n'a pas jugé bon de se déplacer à la conférence de presse à laquelle elle était conviée lors de la réunion des secrétaires fédéraux de Normandie.

Je compte bien les inviter à nouveau pour leur donner mon point de vue sur les Régionales et sur les décisions que nous allons prendre ce soir.

Le travail de projet dont j'ai parlé doit irriguer toute notre bataille des régionales.

Entrer au plus vite, dans une bataille publique et populaire sur les enjeux de ce scrutin, pour faire émerger une offre politique nouvelle pour ces élections.

On ne peut pas entrer dans le débat des régionales sans mener cette bataille. Cela reviendrait à accepter d'emblée le paysage politique tel qu'on cherche à nous l'imposer ces dernières semaines, et à se résigner pour ce nous qui nous concerne à prendre la place que certains nous ont déjà réservée, en supplétifs des recompositions politiques pour les uns, ou éjectés de toutes les majorités régionales dans lesquelles nous nous battons aujourd'hui dans l'intérêt des populations pour les autres.

Construire une offre politique utile aux jeunes et aux salariés de notre région, autour de projets répondant aux attentes populaires, la première de nos tâches est donc d'éclairer les enjeux qui sont pour le moment largement éclipsés, minimisés, dénaturés.

Trois de ces enjeux.

Les élections régionales vont se tenir à un moment crucial, en pleine crise et à mi-chemin du quinquennat Sarkozy.

Fou celui qui pense pouvoir éluder le débat de projet ou le renvoyer à 2012. 2010 sera un choc de projets et personne ne pourra éluder cette question : quelles politiques seront demain mises en œuvre dans les régions ?

Ces questions, sont celles qui intéressent la population, celles que se poseront des millions d'électrices et d'électeurs à l'approche de cette échéance, Les projets qui doivent clairement marquer l'engagement et la mobilisation des régions dans des politiques de lutte anti-crise.

Quelles régions ? :

Des régions mobilisées, engagées dans la reconquête et le développement des services publics. Transports, santé, éducation, enseignement supérieur et recherche, petite enfance, formation, logement...

Des régions engagées dans la lutte contre le chômage et la précarité, qui combattent avec les salariés les stratégies de licenciements et de délocalisations des entreprises.

Des régions qui construisent des projets de développement durable ancrés dans les territoires, qui contribuent à mettre en place des fonds régionaux publics pour l'emploi et la formation.

Des régions qui organisent autrement le contrôle de l'utilisation des fonds publics, de l'argent et des missions de la formation, en donnant dans la gestion des régions de nouveaux droits aux salariés et à leurs syndicats.

Les régions accepteront-elles de se soumettre toujours plus aux logiques de concurrence, aux exigences d'aménagement pilotés par les intérêts financiers, que le gouvernement veut notamment accélérer dans le cadre de la métropolisation des grandes régions, ou seront-elles des régions mobilisées par la réduction des inégalités et par l'exigence d'un développement réellement solidaire de toutes les populations, tous les territoires, toutes les générations ?

Les régions s'engageront-elles, contre les logiques de rentabilité, dans la promotion d'un nouveau type de développement humain, industriel, urbain, agricole, socialement solidaire et écologiquement durable, soutenant un développement industriel respectueux des hommes et de l'environnement, tourné vers des productions utiles à l'épanouissement humain, favorisant l'agriculture paysanne et la pêche artisanale ?

Les régions se mobiliseront-elles pour une autre utilisation de l'argent en organisant le contrôle des citoyens et des salariés avec les élus sur les fonds publics, et plus globalement sur les richesses créées dans les territoires grâce aux investissements et aux aménagements publics, en faveur du respect de critères sociaux et environnementaux ?

Voilà quelques-uns des enjeux autour desquels nous devons engager le grand débat public de construction des projets.

Le second des enjeux de ces élections régionales est un énorme enjeu démocratique.

Nicolas Sarkozy veut tous les pouvoirs et les régions en ont. Il veut des majorités de droite

pour les mettre au service de sa politique. Est-ce le moment de lui donner de nouvelles armes ? Poser la question, c'est y répondre.

Mais le problème est plus sérieux encore. La réforme des collectivités locales que le gouvernement a lancée pour cet automne est extrêmement grave et largement méconnue, sous-estimée à l'heure qu'il est. Je l'ai déjà dit.

Cet enjeu doit être au cœur de la bataille des régionales. Nous avons un véritable travail de révélation à effectuer du même niveau que celui que nous avons mené sur la constitution européenne.

Le troisième enjeu des élections régionales concerne l'avenir de la gauche.

On nous somme de choisir, il faudrait soit renoncer à l'ambition d'un projet transformateur, soit renoncer au pouvoir.

Toute notre politique de rassemblement, à commencer par celle que nous avons mise en œuvre avec « le Front de gauche pour changer d'Europe », vise à refuser cette alternative mortifère.

Notre ambition est d'avancer en toutes circonstances vers la construction de majorités capables de porter des projets de transformation sociale.

Pour illustrer mon propos je citerai Patrick Le Hyaric lors de son allocution à la fête de l'Huma

« La gauche a en effet besoin d'innovations politiques qui rompent avec des pratiques et des conceptions dont bien des citoyens ne veulent plus.

Telle est l'ambition du Front de gauche... qui s'est créé pour les élections européennes. Elle demeure.

Mais voyons bien que nous n'en sommes encore qu'au tout début, très loin du compte.

Mesurons bien lucidement l'ampleur, la qualité des efforts à accomplir pour que le rassemblement naissant, devienne populaire et majoritaire.

Le Front de gauche, n'a pas vocation à combattre une partie de la gauche.

Il a vocation à permettre la défaite de la droite en ressourçant la gauche, toute la gauche à des valeurs, des objectifs et des pratiques de nature à toujours faire prévaloir les dimensions humaines, l'intérêt général et celui de notre planète terre.

Pour les prochaines élections régionales, il s'agira d'empêcher la droite de faire main basse sur les régions, de l'empêcher d'avoir les coudées encore plus franches dans la mise en œuvre de sa politique nationale, qui fait déjà tant de dégâts. De l'empêcher aussi de détruire les collectivités locales dont elle estime qu'elles défendent trop les populations contre ses mauvais coups. D'empêcher enfin, d'ouvrir un boulevard à la réélection de Sarkozy en 2012.

Les électrices et les électeurs ne se mobiliseront pas spontanément. Beaucoup dépendra de la qualité, de la crédibilité et de la nouveauté de ce que la gauche, dans sa diversité, proposera pour résoudre les difficultés, étendre la démocratie.

De ce qu'elle fera pour que, dans tous les cas de figures, en prenant en compte les spécificités de chaque région, le rassemblement le plus large, le plus solide, le plus convaincant s'opère à gauche et avec les écologistes.

On peut compter sur nous pour impulser une telle dynamique novatrice. »

Comment y parvenir ?

En nous adressant aux électrices et électeurs qui peuvent entendre le besoin de cette offre politique.

Nous devons mettre en débat et construire avec toutes celles et ceux qui s'y reconnaîtront, une nouvelle offre politique qui se fixe des objectifs clairs :

- barrer la route de la reconquête à la droite ;
- porter des projets politiques qui fassent des régions des pôles de résistance aux logiques libérales, des pôles de promotion d'un nouveau type de développement social et écologique, solidaire et durable ;
- conquérir des majorités capables de faire avancer ces projets, comprenant pour cela en leur sein le maximum d'élus déterminés à mettre en oeuvre ces objectifs, notamment de nombreux élus communistes.

A tous les acteurs du mouvement social, aux syndicalistes, aux salariés, à tous les citoyens qui veulent des régions réellement à gauche, nous disons : « construisez avec nous ces nouveaux fronts de gauche pour les régions ».

C'est cette bataille politique de projets, de contacts et de constructions politiques qu'il faut engager dès maintenant.

Il est trop tôt pour préjuger des configurations auxquelles nous pouvons aboutir. Mais menons tous ensemble cette bataille, prenons le temps, dans la région, multiplions les interpellations, les contacts, le travail commun, en cherchant à pousser le plus loin possible les lignes du rassemblement sur de tels objectifs, en voyant qui peut répondre présent.

Le temps viendra de nos décisions. Elles appartiendront de toute façon aux communistes.

Une chose est sûre : tout doit être mis dès maintenant entre les mains des adhérents. Ce n'est pas une affaire de spécialistes, c'est l'affaire de tous, élus et militants. C'est pour cette raison que je vous invite dès ce soir à organiser dans chaque section des assemblées de communistes. Ces assemblées peuvent se dérouler en présence des élus communistes de la région, pour cela fixons avec eux les dates.